

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'action visera à intégrer des compétences relatives à la durabilité environnementale dans l'offre de formations techniques et professionnelles, en valorisant des matières telles que l'efficacité énergétique, l'économie circulaire des ressources ou les technologies vertes. L'action prévoit aussi le concept et la mise en place de systèmes de gestion environnementale des structures et des centres de formation, en intégrant aussi des normes de prévention et de préparation aux risques de catastrophes naturelles. L'action veillera au respect des questions environnementales, notamment dans ses plans de réhabilitation des centres de formation (conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation des matériaux locaux, énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique qu'une forte attention sera portée sur l'égalité de genre, y compris des indicateurs ventilés par sexe. L'action prendra en compte le genre et en particulier l'accès des filles à l'éducation, à la formation, à l'inclusion sociale et à l'emploi conformément au plan d'action genre (GAP III). Les résultats de l'action comporteront des composantes spécifiques pour la formation des jeunes filles, de même pour celles qui sont les plus vulnérables en zones rurales. Une attention particulière sera donnée au déploiement d'un système de sélection des candidats à la formation professionnelle qui soit sensible au genre, ainsi qu'aux systèmes de pilotage et de suivi prenant en compte cette question. L'action est en cohérence avec la priorité 10 du ministère en charge de la Solidarité nationale et du Genre en rapport avec la construction des centres de formation professionnelle pour les femmes et les filles qui n'ont pas continué leurs études. Elle soutiendra également l'accès équitable à l'emploi des femmes.

Droits de l'homme

L'acquisition des compétences à travers la formation confère aux jeunes une confiance en eux et des capacités de revendiquer leurs droits (droit au travail décent, équité dans l'embauche et la rémunération) et ainsi accéder aux revenus et atteindre une certaine autonomie financière en vue de contribuer à la cohésion sociale et au développement de la communauté. L'action permettra l'accès à la formation professionnelle des jeunes (garçons et filles), y compris les jeunes vivant avec un handicap en vue d'avoir l'opportunité d'accéder au marché du travail et contribuer économiquement à leurs familles et communautés.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Les personnes en situation de handicap au Burundi demeurent plus exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale que les personnes sans handicap. L'accès des personnes handicapées aux structures de formation professionnelle est fort limité et fait objet de discriminations (infrastructures non adaptées, limites culturelles associées à la formation technique et professionnelle). En outre, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes. Cette action est parfaitement alignée avec la Stratégie de l'Union européenne en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030. Il s'agit d'une action inclusive qui a pris en compte, dès la phase de formulation, les droits des personnes handicapées. Les associations et fédérations burundaises des personnes handicapées, y compris les associations de femmes handicapées, ont été et seront impliqués, tout au long du cycle d'intervention. L'action va rendre les centres de formation inclusives et les enseignants sensibilisés aux questions liées à l'handicap et impliquera les associations des personnes handicapées dans les activités de sensibilisation

Démocratie

L'éducation de base tout comme la formation technique et professionnelle sont indispensables pour doter les jeunes des connaissances, des valeurs, des compétences et des attitudes dont ils ont besoin pour comprendre leurs droits et promouvoir des sociétés justes.